

Sortir de la crise par une fiscalité juste et redistributive

Il est aujourd'hui impensable de sortir de la crise en tirant un trait sur la république sociale. Rien ne serait plus grave de remettre en cause notre modèle républicain par la réduction des dépenses publiques et sociales au profit d'une minorité aisée et au détriment du plus grand nombre.

Une réforme fiscale d'ampleur favorisant la justice et la redistribution est aujourd'hui une urgence absolue. Aussi FO tient à rappeler et défendre ses revendications en matière fiscale :

- **Rétablir la progressivité de l'impôt sur le revenu** parce qu'elle permet d'établir la contribution de chacun à la charge de l'État suivant ses moyens. C'est un facteur essentiel de réduction des inégalités.
- **Supprimer le bouclier fiscal** qui permet d'imposer les très hauts revenus à hauteur de 50 % alors

qu'initialement il était fixé à 60 %. Cette loi a permis à quelques privilégiés de percevoir 578 millions d'euros (30 593 € en moyenne par demande) restitués par l'État.

- **Réduire les impôts indirects**, les plus injustes.

FO a toujours dénoncé l'injustice fiscale que représente la TVA. Elle frappe tous les ménages sur leurs dépenses de consommation aux mêmes taux ; elle affecte donc davantage les bas revenus.

Pour FO les entreprises ne peuvent s'exonérer d'une contribution aux dépenses de l'Etat. Elles bénéficient largement de leurs contreparties en terme d'infrastructures ou de subventions.

FO n'acceptera pas que la suppression de la taxe professionnelle se reporte sur les ménages par le biais d'autres taxes.